

## **“Le zapatisme, c’est cela ou ce n’est rien !”**

*Bernard Duterme*

Paru dans le n° 11 – novembre 1999 de *La Revue nouvelle*

Osons la comparaison : interviewer Yvon Le Bot à propos du zapatisme, c’est un peu comme s’entretenir avec l’un des quatre évangélistes sur le christianisme ! Son nouveau testament à lui, c’est son livre — *Le rêve zapatiste*<sup>1</sup> — au fil duquel il restitue la longue et cruciale conversation qu’il a pu mener avec la figure emblématique de la rébellion du Chiapas, le « sous-commandant » Marcos. Mais plutôt que l’apôtre du zapatisme, Yvon Le Bot en est surtout l’exégète, celui qui, de ce côté-ci de l’Atlantique, est sans doute le mieux parvenu à discerner pour nous ce qui se passe là-bas et pourquoi, finalement, on est amené à en parler ici. Selon lui, c’est au fin fond du Chiapas que « commence le réenchantement du monde », ni plus ni moins. Sociologue français, directeur de recherche au C.N.R.S. et membre du Centre d’analyse et d’intervention sociologiques (Cadis) de l’École des hautes études en sciences sociales, Yvon Le Bot partage à Paris son bureau avec Alain Touraine. C’est précisément dans ce haut lieu de la sociologie contemporaine, à quelque dix mille kilomètres des communautés rurales indiennes du Mexique, qu’il nous a tenu ces propos...

### *Entretien avec Yvon Le Bot*

**Bernard Duterme** : Cela ne doit pas trop vous surprendre que *La Revue nouvelle* s’intéresse à la rébellion des Indiens du Chiapas et décide d’y consacrer un dossier. Cela vous aurait davantage surpris en revanche que l’on vienne s’entretenir avec vous des Indiens d’Équateur, du Sentier lumineux du Pérou ou encore des populations Karen de Birmanie. Qu’est-ce qui continue à expliquer, selon vous, ce phénomène d’intérêt, d’attrait pour l’affaire du Chiapas, pour la rébellion zapatiste plus de cinq ans après le soulèvement armé du 1er janvier 1994 ? Dans l’un de vos derniers articles parus dans *Le Monde*, vous citez l’auteur du *Stade aztèque*, Joani Hocquenghem, qui qualifie l’insurrection zapatiste de « seule bonne nouvelle depuis longtemps ». Pourquoi en somme tant d’égards pour la rébellion du Chiapas ?

**Yvon Le Bot** : L’intérêt pour cette insurrection n’équivaut pas à un intérêt pour une insurrection de plus. Les gens ont perçu, sans toujours pouvoir l’explicitier, qu’il y a, dans cette rébellion, à la fois quelque chose de nouveau et quelque chose qui les concerne directement. La phrase d’Hocquenghem, je la fais mienne : la rébellion du Chiapas est la seule bonne nouvelle depuis longtemps dans le paysage un peu gris, voire bouché, des dernières décennies de ce siècle. Il ne s’agit donc pas seulement de nouveauté : le mouvement zapatiste pose des questions centrales qui, aujourd’hui plus que jamais avec la guerre que nous connaissons en Europe, nous concernent. Des questions qui sont devenues centrales assez brutalement. Quand je parlais, il y a quinze ans, de la question de l’identité, on considérait que c’était une question périphérique, un peu folklorique, exotique. On m’assimilait à un anthropologue, ce que je ne suis pas. Aujourd’hui enfin, il est devenu manifeste que les questions de l’identité sont des questions centrales, y compris dans nos sociétés. La guerre du Kosovo est une guerre autour de questions identitaires. Et les questions identitaires sont des questions politiques centrales. Lors de la guerre du Golfe, il y avait encore un substrat économique. On pouvait encore en

faire une analyse marxiste. Aujourd'hui, non. Bien sûr, on peut faire valoir certaines raisons économiques... Mais en réalité, ce qui alimente la guerre, ce sont clairement des questions culturelles, religieuses, des questions d'identité nationale, des ethno-nationalismes, des mouvements identitaires. C'est tellement manifeste que cela crève les écrans. Ça ne veut pas dire que ce n'est pas politique. Au contraire, c'est cela aujourd'hui la politique. Désormais, la politique est obligée de tenir compte du culturel. Le culturel a fait irruption au cœur même de la politique. Au Chiapas, nous sommes également dans cette problématique. Mais la différence — et ce qui est intéressant avec le zapatisme —, c'est qu'on a affaire à une tentative de combiner la question identitaire et la démocratie. Aujourd'hui le plus souvent, les mouvements identitaires, qu'ils soient religieux, ethniques ou nationaux, sont antidémocratiques, qu'il s'agisse de l'islamisme, de l'asiatisme des Malais ou de ce qui se passe dans les Balkans... Nous-mêmes, nous vivons des dangers de balkanisation, chez vous en Belgique, en Irlande, en Espagne, peut-être demain en Grande-Bretagne, même si ça se fait sans violence. Nous sommes plongés au cœur de questions identitaires.

### **Une rébellion démocrate et identitaire**

B.D. : Depuis le soulèvement armé de 1994, on a largement discuté sur la triple caractéristique qui distingue effectivement la rébellion du Chiapas de ses précédents latino-américains, et plus globalement du guévarisme : c'est un mouvement armé mais antimilitariste, essentiellement indien et qui ne lutte pas pour le pouvoir. Vous posez maintenant le doigt sur ce qui distingue le zapatisme des autres mouvements de résistance contemporains. Les zapatistes seraient à la fois « démocrates et identitaires », les autres ne l'étant pas. A-t-on effectivement affaire, avec le zapatisme, à une combinaison inédite de deux qualités souvent antagoniques — démocrate et identitaire — ou plutôt à une juxtaposition accidentelle, circonstancielle de ces deux aspects ? Ne risquez-vous pas, pour poser le problème crument, d'essentialiser le cas de la rébellion du Chiapas par rapport à d'autres exemples moins attrayants en apparence ?

Y.L.B. : Le zapatisme, c'est cette combinaison inédite, sinon ça n'est rien du tout ! Si c'était un mouvement de guérilla comme les autres, on ne serait pas occupés à en parler. Qui parle du Guerrero<sup>2</sup> ? Qui s'intéresse au Guerrero ? Il n'y a pas, dans ce cas, de sens particulier pour nous. Qui s'intéresse à la Colombie ? Les guérillas colombiennes ont acquis une puissance de feu et une capacité de contrôle du territoire qu'aucune guérilla latino-américaine des trente dernières années n'avait jamais acquises. Elles ont une capacité de nuisance sur pratiquement deux tiers du pays. Il y a un million de personnes déplacées. Mais personne ne considère qu'il y a quelque chose d'intéressant dans les guérillas colombiennes. Pourquoi ? Parce qu'elles ne répondent ni à la question de l'identité ni à la question de la démocratie. Dans le cas des zapatistes, ces deux aspects constituent le cœur de leur démarche. Ce n'est ni annexe ni secondaire. C'est d'ailleurs chaque jour plus apparent dans le zapatisme : cette volonté de combiner, de ne tomber ni dans le communautarisme ni dans la quête du pouvoir étatique. Il s'agit pour eux de mobiliser en articulant les demandes de droits culturels, de droits sociaux et de droits civiques. Le zapatisme n'existe pas s'il n'y a pas ça. Ce n'est ni accessoire ni accidentel. C'est leur définition. Mais c'est effectivement très fragile, parce qu'ils sont sur le fil du rasoir, sur le chemin de crête le plus difficile. Le plus facile, c'est de tomber dans la défense identitaire ou d'évacuer l'identitaire en le combattant à partir de positions étatiques. Le plus sûr, c'est la guerre. Le plus difficile en revanche, c'est de ne pas tomber dans la guerre. C'est ça qui est intéressant chez les zapatistes. Vous le dites d'ailleurs bien dans votre livre<sup>3</sup> : « C'est un mouvement briseur d'encerclements et rompu au refus des réductions, un mouvement qui fait preuve d'un art consommé du dépassement. » Leur dernière initiative, la consulta nacional<sup>4</sup>, est encore là pour l'illustrer. Cinq-mille zapatistes sont sortis sans armes du Chiapas pour se répandre dans tout le pays. Cela, c'est vraiment un geste démocratique puisqu'il s'adresse à l'ensemble des Mexicains. Sans armes, mais en affichant leur identité. Et le meilleur accueil qu'ils ont reçu, là où la plus grande sympathie a été manifestée, c'est précisément dans les régions indiennes. Donc dans des régions où la question de l'identité est forte. Mais ce n'est pas un geste de repli. Au contraire, en brisant l'encerclement — pas seulement l'encerclement militaire qui est une question accidentelle, de circonstance —, les zapatistes

brisent aussi l'isolement dans lequel les Indiens sont laissés depuis cinq siècles. Le mouvement zapatiste se projette dans la société. D'autres mouvements démocratiques indiens existent en Amérique latine, mais ils sont restés davantage à un niveau local, à un niveau communautaire. Depuis le 1er janvier 1994, les zapatistes répètent, quant à eux, que leur question n'est pas seulement indienne au sens localiste ou communautaire, mais que c'est une question démocratique nationale. Ils l'ont fait savoir très clairement, à de multiples reprises. C'est cela que le pouvoir ne veut pas entendre et c'est aussi cela que la gauche n'a pas compris.

B.D. : La gauche mexicaine ?

Y.L.B. : La gauche en général, latino-américaine, française... « C'est une affaire d'Indiens ! », disent-ils. Mais ce n'est pas du tout ça. La question culturelle, elle est chez nous aussi. Les Indiens, ils sont chez nous. La question que les zapatistes posent est celle d'une société ouverte où la définition du politique ne se construit pas seulement en termes de politique politicienne, ni seulement en termes de droits civiques ou sociaux. Cette définition se doit d'intégrer les droits culturels. Voilà ce qui est essentiel aujourd'hui. L'accord de San Andres signé par le gouvernement et la rébellion zapatiste sur les droits culturels devait être le premier d'une série d'accords. Mais, en même temps, les zapatistes savent que les droits culturels ne peuvent vraiment s'appliquer que s'il y a démocratie dans tout le Mexique. Ils ne revendiquent pas des droits culturels pour eux, les Indiens, tout seuls dans leur coin... Ce n'est pas un repli culturaliste.

### **Du mouvement social au mouvement armé**

B.D. : À propos de la genèse du mouvement zapatiste, au moins deux écoles s'affrontent aujourd'hui parmi les observateurs mexicains. La première, plutôt favorable, voit le soulèvement de 1994 et le mouvement armé actuel comme l'aboutissement, l'apothéose d'un long processus de maturation du mouvement social paysan et indien du Chiapas, sa phase ultime en quelque sorte. La seconde, plus critique, perçoit au contraire une forte divergence, voire une profonde contradiction entre, d'une part, le soulèvement armé de 1994 qui serait mû par des objectifs strictement politico-militaires, et d'autre part, le mouvement social en constitution au sein du monde indigène, davantage structuré autour de revendications socio-économiques... En marge de ces deux écoles, vous proposez, dans votre livre *Le rêve zapatiste*, ce qui m'apparaît être une troisième lecture des événements : le recours aux armes comme résultat d'une rupture, d'une crise du mouvement social empêché dans son développement par une cascade de circonstances défavorables : la répression, la baisse du cours du café, etc. Où situez-vous votre hypothèse par rapport aux deux premières, plus marquées peut-être par leurs aprioris favorables ou défavorables à la rébellion ? Est-ce la lecture détachée de l'observateur extérieur face à celles plus impliquées de personnalités mexicaines à la fois juges et parties ?

Y.L.B. : Je ne pense pas. La sociologie que je pratique, c'est la sociologie de l'action. Je ne vois pas comment l'on pourrait traiter les acteurs à distance, à froid, comme des objets, comme un entomologiste traite son objet scientifique. Nous sommes face à des acteurs sociaux qui ont une conscience de leur action, et cette représentation qu'ils se font eux-mêmes de leur action est un élément de l'action. Je ne pense pas du tout qu'il faille opposer un point de vue de Sirius — qui serait le point de vue Scientifique, avec un S majuscule — au point de vue des acteurs. L'analyse doit prendre en compte le point de vue des acteurs mais ne doit pas s'y tenir non plus. Elle est faite d'allers et retours multiples.

Ceci dit, ce que j'ai cru effectivement découvrir dans des travaux antérieurs sur les mouvements sociaux ethniques en Amérique latine, et en particulier à propos du conflit guatémaltèque<sup>5</sup>, c'est que la première hypothèse me paraît une lecture un peu bien-pensante de l'histoire, une lecture évolutionniste. Je pense que l'histoire est faite autant de ruptures, et souvent de ruptures violentes, que d'accumulations continues d'éléments dans une marche vers un avenir toujours plus radieux. Je ne pense donc pas, dans le cas du Chiapas, que la lutte armée soit l'aboutissement naturel et légitime des

mouvements sociaux. Je défends plutôt l'idée que les mouvements révolutionnaires, en particulier les guérillas, se développent sur la rupture du mouvement social, sur ses impasses. C'est quand le mouvement se heurte à un mur, lorsque le conflit social ne peut pas s'exprimer ou se développer, qu'il y a ce basculement dans la violence qu'on a connu au Guatemala et ailleurs.

B.D. : C'était donc aussi le cas, au début des années nonante, dans le Chiapas ?

Y.L.B. : C'est en effet ce que j'essaie d'établir, sur le plan politique comme sur le plan économique : la chute du prix du café, la remise en cause de la réforme agraire par le président Salinas, l'incertitude pour la jeune génération... mais aussi les ruptures à l'intérieur du mouvement social que Legorreta<sup>6</sup> décrit dans le détail. Au lieu d'accumuler les forces, le mouvement indien paysan se rompt à la fin des années quatre-vingt, plus de cinq ans après la pénétration du noyau des premiers guérilleros zapatistes dans la forêt Lacandone. À côté des ruptures au sein du mouvement, il y a aussi les ruptures nationales et internationales : l'éclatement du bloc soviétique, la fin de la révolution sandiniste au Nicaragua, le déclin définitif du régime cubain avec l'affaire Ochoa, le dernier baroud de la guérilla salvadorienne, la déconfiture de la guérilla guatémaltèque... C'est dans ce climat d'effondrement que le zapatisme se développe : effondrement interne, effondrement externe.

B.D. : Votre thèse n'est cependant pas identique à celle de Legorreta, qui aboutit à ne reconnaître aucune légitimité au soulèvement armé.

Y.L.B. : Je suis d'accord pour mettre l'accent sur les ruptures au sein du mouvement social. Le problème avec le livre de Legorreta est qu'il ne tire pas les conséquences qui permettraient de comprendre l'insurrection zapatiste. La thèse de Legorreta consiste à dire que le travail dans les communautés indigènes de certains intervenants sociaux et politiques, maoïstes à l'origine, mais devenus proches du libéralisme du président Salinas par la suite, constituait la voie à suivre. Mais si elle allait jusqu'au bout de son analyse, elle devrait reconnaître que le « salinisme<sup>7</sup> », le détricotage des acquis de la révolution mexicaine, la signature de l'Alena (Accords de libre-échange nord-américain) font partie des raisons du basculement dans la violence. Ce serait la conclusion logique de son analyse. Mais elle ne va pas jusqu'au bout, parce qu'elle veut justifier le salinisme, le « mao-salinisme » qui, au Chiapas, passe en particulier par une organisation paysanne indienne opposée à la rébellion zapatiste...

## **Du mouvement armé au mouvement civil**

B.D. : Les tenants de ce courant en viennent donc fort logiquement à dénigrer les acteurs qui, selon eux, ont précipité une partie du mouvement social dans la voie armée.

Y.L.B. : Leur idée, c'est que ce sont les zapatistes les responsables de ce basculement. Mais ce ne sont tout de même pas les zapatistes qui ont fait tomber le mur de Berlin ou qui, la même année, ont fait chuter le cours du café ! Au Guatemala comme au Chiapas, ce n'est pas la guérilla qui a produit les catastrophes. Ce qui a fait que les Indiens rejoignent la guérilla, c'est une série de ruptures et de murs qui se sont levés devant eux. Ce sont des peuples qui cherchent leur libération, qui sortent d'Égypte. L'image biblique est bonne, c'est aussi comme cela qu'eux-mêmes le voyaient, de Rigoberta Menchu aux Indiens zapatistes. Ce sont des peuples qui étaient en mouvement vers la modernité, vers l'autonomie, vers la prise en main de leur propre sort. C'est l'histoire de l'exode vers la Terre promise. Pour eux aussi la mer Rouge s'était ouverte, mais alors qu'ils sont au milieu du gué, le mur de la mer Rouge se referme devant eux. C'est ce qui s'est passé au Guatemala au milieu des années septante en termes économiques, politiques, etc. Au Chiapas, la même chose se passe à la fin des années quatre-vingt : le mouvement social se désagrège et se divise dans la mesure où il se heurte à des impossibilités. Une partie du mouvement est récupérée par les ex-maoïstes proches du pouvoir, les « mao-salinistes », qui développent une conception très « égyptienne » du pouvoir, très pyramidale...

Legorreta dit des zapatistes qu'ils sont antisystème, antipyramide. C'est la chose la plus positive que l'on puisse dire d'eux ! Pour les maoïstes qui ont rejoint le P.R.I.8, il s'agissait de sauver le système.

Ceci dit, il est vrai qu'un mouvement armé peut lui aussi précipiter la rupture d'un mouvement social, comme ce fut le cas au Guatemala. Le mouvement armé naît de la rupture du mouvement social et précipite sa rupture, précipite l'écrasement de ce mouvement. Dans le cas du Chiapas toutefois, le zapatisme prend une direction totalement opposée à celles des guérillas révolutionnaires latino-américaines. À la fin des années quatre-vingt, plutôt qu'une guérilla de professionnels, le mouvement prend la forme d'une guérilla de paysans, plus proche du zapatisme originel du début du siècle. Les « gènes » du zapatisme, pour parler comme un biologiste et non pas comme un sociologue, sont castro-guévaristes avec une touche de maoïsme. Le petit groupe des six personnes du début était castro-guévariste. Mais le zapatisme naît et vit de ses ruptures : la première, c'est le choc avec les indigènes. Suivent le choc de l'effondrement du communisme et des mouvements révolutionnaires d'Amérique centrale, l'éloignement de l'Église catholique locale à la fin des années quatre-vingt, etc. Quand je dis qu'ils deviennent plus zapatistes que guévaristes, ce n'est pas au départ, ce n'est pas dans les gènes. C'est progressif. Quand ils défilent avec des fusils de bois et des flèches à San Cristobal de Las Casas en 1992 contre les commémorations du cinquième centenaire de la « Conquête », ils ne sont déjà clairement plus une guérilla de professionnels. Des guérilleros professionnels n'auraient jamais fait ça ! Ils sont déjà dans le culturel, dans la revendication des droits culturels. Ce n'est pas nécessairement voulu par eux, il ne faut pas croire que tout est voulu par les acteurs. Les Indiens n'ont pas choisi les décisions prises par le président Salinas, mais elles ont certainement joué un rôle essentiel dans leur basculement. Ils ne basculent pas dans la lutte armée révolutionnaire, dans la guérilla latino-américaine « classique ». Après le soulèvement armé du 1er janvier 1994, ils auront un nouveau choc avec la société civile, dont les revendications sont pacifistes. À ce moment-là, ils pensaient encore eux-mêmes en termes d'insurrection nationale. Là aussi, ils sont amenés à un nouveau virage. Ce n'était pas prévu. Les circonstances conditionnent le jeu des acteurs qui choisissent dans un espace de liberté plus ou moins grand. Et donc loin de tomber dans la lutte armée, dans la guérilla pure et dure, ils choisissent plutôt le mouvement civil.

B.D. : Ils sont amenés à choisir le mouvement civil...

Y.L.B. : Peu importe s'ils sont amenés à ou s'ils choisissent. Cela ne m'intéresse pas de savoir qui est responsable, si c'est Salinas, la société civile ou eux. Ce sont les trois. C'est toujours ainsi que ça se passe.

B.D. : Étiez-vous conscient de ces ruptures successives et de cette évolution du zapatisme en janvier 1994, lorsque vous signez dans Libération un article d'opinion franchement défavorable au soulèvement, qui assimile la rébellion du Chiapas à l'expérience guatémaltèque et au castro-guévarisme ?

Y.L.B. : Les zapatistes non plus n'en étaient pas conscients. Si mon avis n'avait pas évolué, si j'analysais avec les anciennes catégories ce qui a évolué, je manquerais l'essentiel... En janvier 1994, quand j'ai écrit ma première réaction dans Libération, je voyais le danger d'une dérive guatémaltèque : la guerre la plus atroce de toute l'Amérique latine ces dernières décennies. Je voyais le danger de ce que cette guérilla-là prenne le même chemin que la guérilla guatémaltèque. Elle a pris un chemin inverse, opposé. C'est peu à peu que je me suis rendu compte de cela, ça a été progressif. Après le 12 janvier et le « cessez-le-feu », il a commencé à devenir clair qu'il n'y aurait pas de dérive guatémaltèque. La guérilla guatémaltèque avait préféré parier sur la violence, sur l'idée que plus ça réprimait, plus les gens la rejoindraient. À l'opposé, la guérilla zapatiste a été amenée à parier sur le mouvement, la mobilisation civile — et elle l'a choisi aussi, parce qu'elle aurait pu être amenée à s'enfermer dans le sectarisme. Elle aurait pu aussi choisir de se suicider, comme l'a fait la guérilla du M.R.T.A. (Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru) au Pérou. Malgré les revers de cet appel à la société civile, ils ont persévéré dans la non-violence. C'est un mouvement armé, mais qui n'a presque pas fait usage des armes depuis janvier 1994 ! Il y a eu des morts parmi eux et parmi leurs adversaires,

des morts qui sont de leur responsabilité, mais ils n'ont pas rouvert les hostilités, ils n'ont pas repris le chemin de la guerre. Vous en connaissez beaucoup, vous, des guérillas qui n'ont pas tiré un coup de feu depuis cinq ans ? Ce n'est pas une guérilla, moi j'appelle ça une antiguérilla. C'est un mouvement qui cherche à être un mouvement social. La fragilité, les incertitudes, les insuffisances du zapatisme, il ne faut pas les chercher du côté militaire, il faut les chercher dans ses difficultés à devenir ce mouvement social. Progressivement, le zapatisme est devenu une tentative de reconstituer sur d'autres bases le mouvement social brisé par les ruptures que nous venons d'évoquer. Certains souhaiteraient, comme le gouvernement mexicain, que ça redevienne une guérilla. S'il y a une chose qui est sûre, c'est qu'on essaie de les pousser vers la violence depuis cinq ans, pour pouvoir mieux les écraser.

## Guerre d'usure dans le Chiapas

B.D. : Justement, à propos de la situation actuelle, les observateurs les plus optimistes reconnaissent aujourd'hui que la rébellion zapatiste fait face à une importante impasse, une triple impasse : sur le plan local, national et international. Prenons le plan local : les images qui nous arrivent du Chiapas sont celles d'une région où prévalent désormais des conflits fratricides au sein des communautés indigènes ou entre elles, avec en corollaire la marginalisation de l'acteur zapatiste, tant sur le plan social que militaire. Doit-on en conclure que les autorités mexicaines sont parvenues au bout de leur stratégie de neutralisation ou d'étouffement de la rébellion, de pourrissement de la situation ?

Y.L.B. : Apparemment pas. Comment ceux qui partagent cette analyse peuvent-ils expliquer le succès considérable de la consulta de mars 1999 dans le Chiapas ? Près de cinq-cent-mille personnes s'y sont déplacées. Ce résultat a étonné beaucoup de monde et en particulier le ministère de l'Intérieur, qui en a été excédé. C'est effectivement étonnant, vu ce qui se disait et se dit toujours de la situation dans le Chiapas. Il est sûr que la guerre d'usure, de division, que mène le pouvoir depuis cinq ans, et plus particulièrement depuis la suspension des négociations de paix, est une guerre difficile à soutenir pour la population. Et il est sûr également que des divisions existent à l'intérieur des communautés, préexistaient au 1er janvier 1994 et se sont aggravées depuis. La stratégie de cooptation, de division, d'exacerbation là où ça blesse, est une stratégie que le pouvoir mexicain sait mener avec efficacité. C'est une politique qui lui est habituelle mais qui, en la circonstance, est particulièrement poussée. Elle est tout particulièrement celle du gouverneur du Chiapas.

B.D. : Elle a donc des effets, cette stratégie ?

Y.L.B. : Elle a des effets, mais elle n'arrive pas à éliminer ni à étouffer le mouvement, elle ne parvient pas à ses fins. Est-ce que ses fins sont réellement de créer une guerre civile dans le Chiapas ? Peut-être, mais je ne crois pas qu'un Kosovo au Chiapas soit un souhait très répandu au sein du pouvoir mexicain, même si la politique mexicaine alimente les conflits ethniques et les conflits religieux. Il y a d'ailleurs une ligne pro-serbe à l'intérieur du P.R.I. Elle n'est pas dominante, mais elle existe. Elle rêve d'en finir avec les questions indiennes, comme d'autres ont rêvé d'en finir avec les Kosovars.

B.D. : L'état difficile dans lequel se trouve le tissu social et économique indien du Chiapas ne vous rend pas pessimiste.

Y.L.B. : Vous avez vu les derniers soi-disant déserteurs de la rébellion zapatiste ? C'est une comédie, tout le monde a rigolé au Mexique ! Cette « désertion » s'est avérée être organisée par le gouverneur... Bien sûr, il peut y en avoir, les autorités mexicaines sont très efficaces. Mais restons sérieux : le pouvoir disait jusqu'il y a peu qu'il n'y avait que quatre municipes concernés par la rébellion. Quand on voit les résultats de la consulta... je suis désolé, c'est plus que quatre municipes. La question chiapanèque est une question nationale. Pourquoi, si ce n'était pas le cas, le président Zedillo voyagerait si souvent au Chiapas ? Le pouvoir répétait que les zapatistes n'étaient que quelques centaines ; aujourd'hui, ils seraient plusieurs milliers à avoir déserté... C'est quand même bizarre. Au rythme actuel des désertions, le sous-commandant Marcos a d'ailleurs dit, sur le mode de la

plaisanterie, qu'il faudrait cent-vingt-cinq ans pour que les cinq-cent-mille participants à la consulta rien qu'au Chiapas passent de l'autre côté, soient cooptés ! Alors qu'on nous dit qu'il est réduit à néant, le zapatisme mobilise plus de deux millions et demi de personnes à travers le pays.

B.D. : Mais la fatigue et la lassitude dans les communautés, les divisions au sein des villages indiens entre les partisans des zapatistes et les antizapatistes, une certaine intransigeance de zapatistes armés à l'encontre d'autres organisations paysannes pourtant opposées au gouvernement...

Y.L.B. : Je ne nie pas les divisions. Mais vous savez, on est dans un monde indien, où tout se joue sur le long terme. Ça ne va certainement pas se jouer dans l'année qui vient. Les zapatistes que j'ai rencontrés ne sont pas très inquiets. Ils savent qu'il y a une vie après l'an 2000. En 1998, effectivement, la situation était tendue, très exacerbée, très lourde. Cette année apparemment, c'est quand même moins le cas. Marcos vient d'apparaître en public pour la première fois depuis deux ans. C'est le signe de quelque chose. Ils ont repris l'initiative à partir d'aout-septembre de l'année dernière. Ils renouent avec cette logique de se projeter dans la société. Il y a eu les réunions de San Cristobal de Las Casas, la consulta, et d'autres initiatives devraient suivre. Je pensais qu'ils allaient se refermer sur eux-mêmes jusqu'à l'an 2000, faire le dos rond. Cela aurait été une très mauvaise stratégie. Je suis heureux qu'ils ne s'y soient pas tenus. Au contraire, ils veulent être présents, se projeter dans l'espace public. C'est leur habitude et leur force : prendre des initiatives symboliques et sortir... Le pouvoir lui-même a des doutes aujourd'hui sur sa stratégie d'étouffement, de division, d'asphyxie... surtout depuis la consulta. Acteal9 leur avait déjà coûté cher. Le démantèlement des municipes autonomes pro-zapatistes à l'initiative des autorités relevait aussi de la provocation et de la confrontation. Il s'agissait de faire basculer les Indiens dans la violence. Ils ont mis un bémol. Bref, je ne suis pas aussi pessimiste que vous. Il est normal que le pouvoir annonce que quelques milliers de zapatistes avaient déserté alors qu'il répétait qu'ils n'étaient que cinq-cents. C'est de la propagande. Il est normal que de l'autre côté les zapatistes disent : « Attention on va nous écraser, ils vont donner l'offensive générale. » C'est normal. Peut-être parce qu'ils le feront — mais j'en doute —, ensuite parce que c'est une manière de maintenir l'attention... Le pouvoir mène effectivement une stratégie d'étouffement, d'encercllement, de coups bas et d'offensives ponctuelles, mais je ne crois pas qu'il parviendra à anéantir le zapatisme.

B.D. : Le mot « impasse au Chiapas » est donc trop fort...

Y.L.B. : Oui, parce que c'est juger sur la conjoncture, alors que cette histoire porte sur la durée. Même si demain il n'y a plus de municipes autonomes, même s'il n'y a plus de réduit zapatiste, cela ne veut pas dire que le zapatisme sera mort. Le zapatisme a maintenant pénétré dans la société mexicaine. Peut-être n'en parlera-t-on pas beaucoup durant l'année électorale qui s'annonce. Mais comme les élections présidentielles ne résoudront rien, même si elles sont très importantes, les problèmes sur lesquels les zapatistes ont mis le doigt seront toujours là.

### **Outsiders de la scène politique mexicaine**

B.D. : Depuis 1994, les zapatistes ont multiplié les tentatives d'atterrissage sur la scène politique mexicaine. Mais leur radicalité démocratique séduit visiblement plus qu'elle n'engage. Pourquoi a-t-on l'impression aujourd'hui que ces tentatives ont plus ou moins toutes capoté ? Est-il finalement possible pour les zapatistes d'exister là où ils ne sont pas ?

Y.L.B. : Moi je pense qu'ils sont très présents dans la classe moyenne urbaine par exemple. Le zapatisme a réussi une percée extraordinaire, non seulement au Mexique, mais aussi sur le plan international. Et contrairement à ce que vous dites, ils n'ont pas échoué politiquement. Ce qui a échoué, ce sont les stratégies de ceux qui voulaient les remettre dans les catégories anciennes, les catégories de la gauche classique, de l'archéo-gauche. Ils ont échoué pour ceux qui estiment que réussir, c'est prendre le pouvoir ou se constituer en un parti dont la vocation est de prendre le pouvoir.

Mon ami le politologue Jorge Castaneda pense — et il n'a pas tort dans ses catégories à lui — que les zapatistes ont échoué au lendemain de l'assassinat de Colosio<sup>10</sup> en mars 1994, parce qu'à ce moment-là le zapatisme jouissait d'un capital de sympathie énorme, plus important que ce qu'il est aujourd'hui. Capital de sympathie qu'il aurait dû transformer en capital politique. Marcos aurait pu devenir un leader politique national...

B.D. : D'une certaine façon, ils ont essayé...

Y.L.B. : Ils ont en effet essayé de mobiliser la société civile en organisant une Convention nationale démocratique (C.N.D.) en aout 1994. Mais la C.N.D., le Parti révolutionnaire démocratique (P.R.D.), les gauchistes, la gauche et l'extrême gauche se placent dans une perspective de prise du pouvoir. Ils n'étaient et ils ne sont pas dans la logique zapatiste de mobilisation sociale, culturelle, de démocratie à partir de la base, etc. En fait, ce qui est pour Castaneda le grand échec du zapatisme est pour moi une de leurs réussites : avoir tourné le dos à la politique politicienne. Ce qu'il y a d'intéressant dans le zapatisme, c'est de ne pas avoir fait ce que le M19 a fait en Colombie : devenir un parti politique comme un autre, entrer dans le jeu politique classique et s'y perdre.

B.D. : Mais en attendant, vous le dites, le taux de sympathie dans l'opinion publique mexicaine va en diminuant.

Y.L.B. : Non, il est sinusoïdal... Ça dépend des moments. Les résultats de la consulta le prouvent. Leur succès a été deux fois plus important que lors de la consultation précédente. Malgré la difficulté dans les États du Chiapas, du Guerrero et d'Oaxaca de se déplacer et de manifester ainsi leur sympathie pour le zapatisme, malgré l'omniprésence de la police, les infiltrés, etc., deux millions cinq-cent-mille personnes se sont déplacées. Des analystes franchement pas sympathisants des zapatistes disent que c'est énorme. Même dans nos pays, quand il y a un référendum populaire, le taux de participation est très bas. Là, les zapatistes étaient seuls à l'organiser. Et pourtant, même des gens du P.R.I. sont allés voter... Les choses ne sont pas du tout jouées, ni politiquement ni socialement. La stratégie d'étouffement a échoué.

B.D. : Vis-à-vis de l'opinion publique mexicaine, jusqu'à quand les zapatistes vont-ils pouvoir jouer « hors jeu » ?

Y.L.B. : Ils jouent non pas dans l'opinion, mais bien dans la société civile. Ils ne jouent pas dans le jeu triangulaire défini par les trois principaux partis (P.R.I., P.R.D., P.A.N.), ils ne jouent pas dans la rue de Barcelone puisque c'est là qu'a été signé le pacte entre ces trois partis. Ce sont des outsiders effectivement, mais en pariant sur la société civile ils jouent sur des lames de fond qui vont au-delà des élections présidentielles de l'an 2000.

B.D. : Le temps ne jouerait donc pas contre eux et leur non-inscription sur la scène politique ne doit pas non plus être considérée comme une impasse...

Y.L.B. : Non, au contraire. S'ils s'inscrivaient sur la scène politique mexicaine telle qu'elle se présente aujourd'hui, ils seraient très vite laminés. Les demandes du zapatisme, je le répète, c'est au moins autant les droits sociaux et culturels que les droits civiques et le pouvoir. S'ils faisaient ce choix-là, ils se dénatureraient. Ils seraient une guérilla comme les autres. Je n'y porterais pas plus d'intérêt que je n'en porte au M19 colombien, au Front Farabundo Marti (F.M.L.N.) du Salvador ou à l'U.R.N.G. au Guatemala... Le F.M.L.N. est intéressant pour les Salvadoriens, mais à nous les Européens, il n'a rien à nous dire. Je suis conscient des difficultés et des limitations du zapatisme. Mais ces difficultés sont aussi celles de la société civile. La société mexicaine est une société pyramidale, mais qui évolue. Le Mexique d'aujourd'hui n'est plus ce qu'il était il y a dix ans. La pyramide est en train de se désagréger. La crédibilité du sommet de la pyramide, du P.R.I. et du président a fondu. Un jour, le P.R.I. s'écroulera. Peut-être dans cinquante ans, mais il s'écroulera. Le système est déjà très fissuré.



## Une sympathie internationale flottante

B.D. : Troisième et dernier niveau : le niveau international. On le sait, le retentissement international de la rébellion zapatiste lui a été et lui est toujours vital. Mais s'il est vital, cet écho sans frontières est aussi fragile, évanescent, voire ambigu. Plus que « les exclus de la globalisation économique et les victimes de l'uniformisation culturelle », Marcos est surtout parvenu à rallier une série de petits groupes d'Europe et des États-Unis, peu représentatifs de leur propre société civile, déjà tournés vers l'extérieur et qui goûtent au zapatisme selon leurs marottes : les anars parce que la rébellion ne vise pas le pouvoir, les antimilitaristes parce qu'elle est pacifiste, les révolutionnaires parce qu'il s'agit tout de même d'une armée de libération nationale, les chrétiens progressistes parce que l'Église locale est de leur côté, etc. Chacun y trouve sa saveur préférée... Cet important décalage social et culturel qui existe entre les bases indiennes de la rébellion et ce petit monde internationaliste de sympathisants bien nés — ceux que vous appelez les « zapatistes » — ne constitue-t-il pas aussi une impasse pour le zapatisme ?

Y.L.B. : Deux éléments de réponse. Ce que vous décrivez là est vrai et... très positif. Je pense qu'il serait tout à fait déplacé de recréer des Internationales bureaucratiques... Le zapatisme fonctionne en réseaux. Au Mexique non plus, il n'y a pas d'organisation politique zapatiste. C'est en cela aussi que le zapatisme est moderne. Aujourd'hui, la crédibilité des partis, leur importance dans la vie quotidienne sont moindres que celles des réseaux. Nous participons tous à des réseaux multiples. « Évanescent », avez-vous dit ? Fluctuant, flexible, c'est notre manière de participer à la modernité. C'est aussi celle des zapatistes. Deuxième élément : la sympathie flottante à l'égard des zapatistes n'est pas seulement présente dans ces groupes de solidarité que vous avez décrits, laissés là par le reflux des anciennes idéologies et qui cherchent de nouvelles branches auxquelles se raccrocher. Ces groupes existent, pensent de manière critique la situation actuelle, refusent le conformisme ambiant et évoluent eux aussi beaucoup ces derniers temps... Les ex-militants réfléchissent. Mais il n'y a pas qu'eux, il y a également cette sympathie flottante aux enjeux culturels comme enjeux politiques. Quelque chose qui a commencé en réalité avec 68 : le refus de considérer que la politique ne s'occupe que de la politique. La volonté de projeter cette société civile qui fonctionne en réseaux dans la sphère politique. Les gens intéressés par le zapatisme devraient l'être plus par intérêt propre. Je m'explique. Ils le sont encore trop par charité chrétienne, par solidarité pour les victimes. Le zapatisme, c'est la volonté de rompre avec ce type de solidarité à sens unique et paternaliste. La solidarité doit être réciproque et à égalité. Les anciennes solidarités ne l'étaient pas. Elles se fondaient par exemple sur la compassion pour les Indiens, ces victimes, etc. La meilleure manière d'être solidaire avec les zapatistes c'est d'affirmer la même logique qu'eux, ici, chez nous. L'écho profond du zapatisme en Italie par exemple n'est pas du tout quelque chose d'extérieur, comme vous le décrivez. Il y a cette redéfinition de la solidarité. Le maire de Venise explique son intérêt pour les zapatistes par les combats qu'il mène lui-même en Italie 11. J'ai participé à des manifestations contre la Ligue du Nord où les zapatistes avaient envoyé une délégation de solidarité avec la lutte italienne. C'est comme cela que ça devrait marcher, la solidarité. L'orientation zapatiste et les problèmes autour desquels elle s'articule sont des problèmes que nous partageons ici. La question centrale en Belgique, quelle est-elle ? Comment vivre ensemble avec nos différences ? Autrement dit : l'identité et la démocratie. C'est le problème principal de la Belgique. Qu'on se le pose en termes politiques traditionnels et pas en termes zapatistes, c'est très net, mais c'est dommage. En Italie, de plus en plus de gens se posent les problèmes en termes zapatistes. En France, très peu. En France, la sympathie pour les zapatistes reste une sympathie flottante qui ne se transforme pas en quelque chose de politique. Elle existe mais elle n'a pas de poids, d'articulation politique. Le jeu politique y est resté très politicien. La politique est au-dessus de la société. Même s'il y a beaucoup de courants dans la société civile qui n'adhèrent plus à cette vision de la politique. Dans les conférences que je donne sur la rébellion du Chiapas, je suis surpris par le nombre de gens non militants qui sont présents, et qui posent des questions intelligentes sur la nouveauté du zapatisme et sur ses liens avec leurs propres intérêts, leur propre expérience, leurs propres questionnements. On fait salle pleine en France en province quand on parle du Chiapas, avec

des gens qui viennent de différents milieux, des jeunes comme des adultes, des membres de professions libérales comme des paysans.

B.D. : Outre peut-être le cas de l'Italie, cette articulation du zapatisme sur le plan international avec d'autres groupes, d'autres acteurs sociaux mobilisés en fonction de leurs propres intérêts sur des problématiques communes, cela reste tout de même plus de l'ordre du discours que de la réalité ?

Y.L.B. : C'est vrai que c'est dans le cas italien que cette articulation est la plus avancée. J'y ai participé à des réunions qui réunissaient des comités de base pro-zapatistes, des municipalités et des représentants du gouvernement. Mais vous avez raison : la sympathie zapatiste reste assez flottante et effectivement les réseaux devraient s'articuler davantage. Je ne le nie pas. On est dans un entretien où vous vous faites l'avocat du diable pour me faire dire l'essentiel. Mais je pense qu'il faut effectivement nuancer en prenant ce que vous dites très au sérieux. Je suis tout à fait conscient que ce genre de sympathie est périssable et fragile. Mais je ne pense pas non plus qu'il faille recréer des organisations pyramidales, que l'efficacité passe dans le monde moderne par des organisations pyramidales. Les O.N.G. entre autres jouent un rôle important dans la construction des sociétés civiles et des solidarités entre les gens, par-delà même les frontières. Ce qui ne veut pas dire que cela remplace le politique. Je ne pense pas qu'il faille opposer la société civile à l'État. Ce qui est important, c'est de créer des espaces de médiation.

### **Zapatisme et « zapatissants »**

B.D. : Est-ce que ce qui est valorisé à l'extérieur de la rébellion zapatiste, ce n'est tout de même pas davantage les caractéristiques que Marcos apporte au mouvement, à savoir son cosmopolitisme, son autodérision, etc., plutôt que l'enracinement de la rébellion indienne et sa position très problématique aujourd'hui dans les complexes rapports sociaux du Chiapas ? Est-ce que la proximité culturelle et politique que les « zapatissants » entretiennent objectivement avec Marcos ne l'emporte pas sur le reste ? N'est-on pas séduit par le zapatisme aussi et essentiellement grâce à ses médiateurs de talent, que ce soit Marcos ou, plus indirectement pour le public chrétien, l'évêque Samuel Ruiz, candidat sérieux à deux reprises au prix Nobel de la paix ? Est-ce que ce qui nous rapproche finalement de ce mouvement, par rapport à d'autres mouvements identitaires de par le monde tout aussi légitimes, ce ne sont pas justement ces médiateurs culturels qui nous sont si familiers ?

Y.L.B. : Posez la question aux « zapatissants » ! Quelle que soit la réponse, ça ne met pas en cause les choix essentiels, la nature du zapatisme.

B.D. : On revient au thème du départ, à la question de savoir si on a affaire, avec la rébellion zapatiste, à une combinaison inédite ou à une juxtaposition accidentelle de deux mondes : Marcos d'un côté, le monde indigène de l'autre. Je suis conscient que c'est faire le jeu du pouvoir que de dissocier ces deux pôles.

Y.L.B. : Ce que vous dites des « zapatissants » ne dit pas grand-chose sur le zapatisme lui-même, ne le discrédite en tout cas pas. Je peux me sentir plus proche de tel Indien du Guatemala ou du Chiapas que de tel ladino (métis, Blanc, non-Indien). Il y a d'ailleurs souvent moins de repli chez les premiers que chez les seconds. Le fait d'être un Indien ne vous coupe pas de l'universel. C'est une vue ethnocentrique de penser qu'un Indien est quelque'un d'enfermé dans sa communauté. Ce qui caractérise les mouvements indiens modernes, c'est justement leur grande ouverture sur l'universel et donc leur caractère démocratique. Et le fait que Marcos ait compris cela et l'ait transformé — il se définit lui-même comme un passeur —, c'est cela qui est à souligner. Il est le passeur dans les deux sens. Il est celui qui effectivement ouvre des fenêtres dans les communautés indiennes, des fenêtres sur la société nationale et sur le monde. Et il est en même temps celui qui nous permet de comprendre ce qu'est cette identité, cette altérité indigène. C'est le rôle principal de Marcos. Lui prêter un rôle de grand manipulateur, c'est s'aveugler sur les changements en cours dans les sociétés indiennes.

B.D. : Le zapatisme qui s'exporte ne serait donc pas essentiellement le zapatisme de Marcos ?

Y.L.B. : Non. Il y a des gens qui prétendent à l'inverse que si le mouvement n'était pas indien, on ne s'y intéresserait pas. Je soutiens que ce qui définit le zapatisme, c'est cette articulation de l'identité et de la démocratie. Si ce n'était qu'un mouvement indien de repli sur soi, il n'aurait pas cet écho. On s'y intéresserait comme on s'intéresse à des mouvements localistes. On s'y intéresserait par compassion, parce que ce sont des victimes. Et si ce n'était qu'un mouvement de démocratisation politique banal, on s'y intéresserait aussi certainement, mais il n'aurait pas le sens qu'il a parce qu'il articule ces deux aspects : l'identité et l'ouverture. Et c'est cette double caractéristique que Marcos a su exprimer en rompant avec la langue de bois et en introduisant la poésie dans la politique, ce qui rend bien compte du caractère culturel de l'enjeu. La démocratie n'est pas que le vote, c'est aussi la possibilité d'exprimer son identité, non seulement de l'affirmer, mais de la construire. Le meilleur manifeste zapatiste, c'est le dernier compact disc de Manu Chao, *Clandestino*. Pas parce qu'on y entend la voix de Marcos, pas parce qu'il y aurait un message politique, mais parce que Manu Chao défend l'idée d'un monde fait de plusieurs mondes, d'identités qui se construisent à partir de la reconnaissance de la diversité culturelle. Pourquoi les jeunes des deux continents écoutent-ils ce disque de Manu Chao ? Je l'ai offert à des amis indiens du Guatemala qui l'ont tout de suite adopté. Le zapatisme, c'est cette communication interculturelle.

### **Marcos, une création collective fragile**

B.D. : Résolument, vous avez décidé d'appréhender le mouvement zapatiste par le haut, par ce qu'il apporte, par la raison de son attrait. Mais lorsque Marcos vous dit que son poids au sein de la rébellion est plus important que ce que l'on perçoit de l'extérieur, ne ressentez-vous pas le danger de ne pas accorder suffisamment d'importance à l'analyse des rapports de force internes au mouvement et des rapports sociaux au sein du Chiapas ?

Y.L.B. : En tant que sociologue, je ne fais pas l'impasse sur ces aspects, je les étudie aussi. Mais je pense en effet qu'on ne peut comprendre un mouvement social si l'on cherche à tout prix à le dénigrer. *Solidarnosc*, qui a été un des principaux mouvements sociaux de ces vingt dernières années, vous pouvez aussi le prendre par le bas et le décrire par ses divisions et ses disputes internes. On peut faire du de la Grange<sup>12</sup> ou du Legorreta à propos de *Solidarnosc*. Mais si on s'y était limité, on n'aurait pas compris l'importance historique de ce mouvement, et pas seulement pour les Polonais. Prendre par le haut ne signifie pas, pour un sociologue, idéaliser. Il s'agit en effet de comprendre la rébellion en tant que mouvement social, c'est-à-dire dans son contexte et au cœur de rapports de force. C'est essentiel, car le mouvement est extrêmement fragile, toujours sur une ligne de crête, et il peut, à tout moment, basculer d'un côté ou de l'autre, dans la politique politicienne ou dans la violence. Mais ce qui est intéressant, c'est cet effort qu'il déploie pour rester sur le fil du rasoir, pour continuer... et c'est là qu'il introduit un sens qui nous atteint. Les zapatistes ont en effet sur les épaules une pression telle qu'ils ne peuvent pas ne pas en tenir compte. Mais ce qui est remarquable, c'est qu'ils ne font pas une analyse délirante de la situation, là où d'autres auraient sombré dans la folie ou le millénarisme, dans une révolte suicidaire, etc. Ce danger existe, mais jusqu'à présent, ils n'y sont pas tombés.

B.D. : Grâce à Marcos ?

Y.L.B. : Marcos n'est pas seul. C'est une création collective. Il dit de lui qu'il est né le 1er janvier 1994. Quand je lui demande pourquoi il continue à nier qu'il est Rafaël Guillen, il répond : « Parce que je ne le suis pas. » Il veut sans doute dire qu'il ne l'est plus. Marcos n'est pas l'individu Rafaël Guillen. Réduire Marcos à l'individu Rafaël Guillen, c'est comme réduire Pancho Villa à Doroteo Arrango. Marcos n'est pas un avatar de Rafaël Guillen, il est le produit d'un itinéraire collectif...

B.D. : Alors, les zapatistes : des « réformistes armés » ou des « révolutionnaires pacifiques » ? Où vous situez-vous dans le petit jeu des étiquettes qui leur sont le plus souvent attribuées ?

Y.L.B. : Coller une étiquette sur les zapatistes est une façon de les objectiver. Je n'emploierais en tout cas ni l'une ni l'autre. Certains ont parlé de « révolutionnaires démocrates »... Le mot « révolutionnaire » est tellement connoté aujourd'hui que c'est difficile de l'employer, mais eux l'emploient. Si être révolutionnaire, c'est vouloir rompre avec le système mexicain qui dure depuis septante ans, voire depuis plus longtemps sous certaines de ses formes, ils le sont certainement. Le mot « révolutionnaire » renvoie cependant trop à l'histoire du XXe siècle, or je pense que les zapatistes sont déjà dans le XXIe. Je dirais pour ma part qu'ils sont « indiens et démocrates », qu'ils cherchent à combiner l'identité et la démocratie. Mais je préfère ne pas les mettre en formule, ce serait une façon de les enfermer dans une case. Or ils posent plus de questions qu'ils ne donnent de réponses. Ils ouvrent des perspectives et les laissent ouvertes.

### *Entretien réalisé par Bernard Duterme le 11 mai 1999*

Bernard Duterme est sociologue, chargé des relations avec l'Amérique centrale et le Mexique à Entraide et fraternité (O.N.G.D.). Il est l'auteur d'*Indiens et zapatistes. Mythes et réalités d'une rébellion en sursis* (éd. Luc Pire, Bruxelles).

1 Éditions du Seuil, 1997. Outre *Le rêve zapatiste*, Yvon Le Bot est aussi l'auteur de deux livres importants consacrés au monde indigène en Amérique latine : *La guerre en terre maya. Communauté, violence et modernité au Guatemala*, éd. Karthala, 1992, et *Violence de la modernité en Amérique latine. Indianité, société et pouvoir*, éd. Karthala, 1994.

2 État du Mexique dans lequel un autre mouvement armé s'est rendu public en 1996 : l'E.P.R. (Armée populaire révolutionnaire).

3 Bernard Duterme, *Indiens et zapatistes. Mythes et réalités d'une rébellion en sursis*, éd. Luc Pire, Bruxelles, 1998.

4 En mars 1999, les zapatistes ont lancé et organisé dans tout le pays une vaste « consultation nationale » visant à mesurer le soutien de la population mexicaine à une proposition de réforme constitutionnelle jusqu'ici rejetée par le gouvernement. Rédigée par un groupe de parlementaires de différents partis (la Cocopa), cette proposition constitue une première tentative d'application des accords de San Andres signés en 1996 par les autorités mexicaines et les zapatistes et qui portaient sur les droits et les cultures indigènes. Plus de deux millions cinq-cent-mille personnes ont participé à cette consulta.

5 Lire *La Guerre en terre maya*, op. cit.

6 Maria del Carmen Legorreta Diaz, *Religion, politica y guerrilla en Las Canadas de la Selva Lacandona*, éd. Cal y Arena, Mexico, 1998.

7 On entend par « salinisme » le modèle politique néolibéral privilégié par Carlos Salinas de Gortari, président du Mexique de 1988 à 1994. Le président actuel du Mexique, Ernesto Zedillo Ponce, s'inscrit dans la même ligne.

8 Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir au Mexique depuis septante ans.

9 En décembre 1997 dans le petit village d'Acteal, proche de San Cristobal de Las Casas, quarante-cinq Indiens Tzotziles (principalement des femmes et des enfants) furent massacrés par un groupe paramilitaire couvert par les autorités de l'État. Cette « bavure » fut suivie d'une importante condamnation internationale.

10 Luis Donaldo Colosio était candidat du P.R.I. à la présidence de la République. Son assassinat n'a toujours pas été publiquement élucidé.

11 Voir *La monde des Débats*, n° 2, avril 1999.

12 Correspondant au Mexique du quotidien français *Le Monde* et auteur d'un livre très critique à l'égard de la rébellion zapatiste (*Sous-commandant Marcos. La géniale imposture*, Éd. Plon/Ifrane,

Paris, 1998), Bertrand de la Grange défend la thèse gouvernementale selon laquelle les Indiens du Chiapas enrôlés dans la guérilla seraient les victimes d'une manipulation d'un groupuscule non indien et en particulier de l'intellectuel d'extrême gauche Rafaël Guillen, alias le « sous-commandant Marcos »...